Vendredi

1er mars 1996 n° 275 10 F

L'HEBDOMADAIRE DES SOCIALISTES

Peser sur les nouvelles évolutions

Le monde agricole a connu une formidable mutation, les agriculteurs ont été des pionniers en matière de développement des échanges. Ils ont été capables d'appréhender les trois dimensions qui font l'objet de notre débat actuel sur la France, l'Europe, face à la mondialisation. Ils exportent partout, appréhendent mieux que quiconque les effets des négociations du GATT, devenu OMC aujourd'hui, ils vivent la Politique agricole commune depuis 35 ans, ils savent que sans elle leurs difficultés auraient été aggravées et ils restent des hommes et des femmes de terroir, dans un pays comme la France. Ils connaissent les contraintes de la nouvelle PAC, ses effets pervers et les problèmes que pose l'élargissement.

Nous vivons le paradoxe d'une agriculture performante et d'une ruralité menacée, d'une agriculture à la fois puissante et fragile.

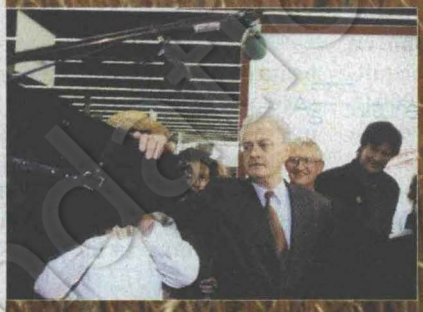
Nous sommes avec ceux qui souffrent de handicaps structurels et naturels, avec ceux qui ont des difficultés d'installation. La politique du gouvernement risque d'accentuer ces traits en favorisant davantage les plus grandes exploitations et leur recherche acharnée de la productivité.

Il nous appartient, à nous, socialistes, en partenariat avec les acteurs locaux, avec les organisations professionnelles, d'être prêts à peser sur les nouvelles évolutions afin de développer une agriculture diversifiée sur l'ensemble du territoire. Une agriculture capable de répondre aux attentes de notre société en matière d'alimentation de qualité, d'environnement et d'aménagement du territoire.

Georges Garot
Responsable national pour l'Agriculture

Politique agricole

Lionel Jospin : LUTTER, là aussi, CONTRE les inégalités



MONDIALISATION :
Dernières contributions avant le numéro spécial pour la Convention nationale. pp 4 à 6

LÉGISLATIVES EN ESPAGNE :
La droite est donnée gagnante dimanche. Les socialistes du PSOE ne désarment pas. p 9

LA GAUCHE ET LA NATION :
Thème des troisièmes entretiens de Solferino. Compte-rendu. p 13

DÉFENSE NATIONALE :
Lionel Jospin inquiet des non-dits du président de la République. p 16

ISSN 0995-0583

Fondation Jean Jaurès

La semaine de tous les i

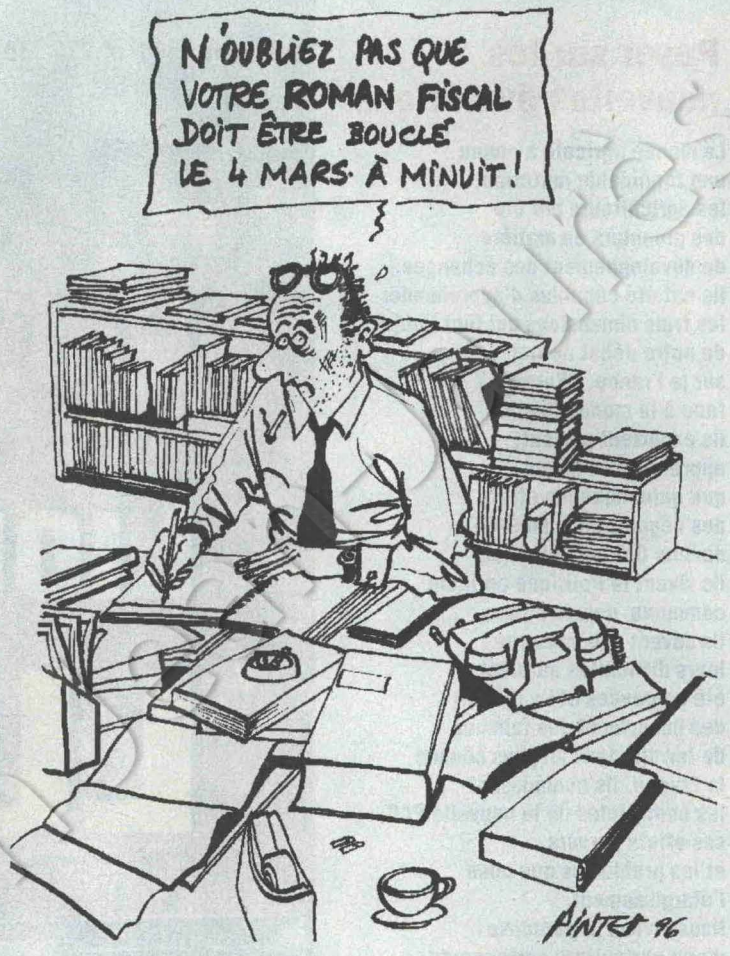
Cette fin du mois de février se caractérise par une actualité fiscale dont le gouvernement porte la première responsabilité. D'abord, c'est à partir d'aujourd'hui que le RDS trouve sa première application : d'un taux de 0,5 % pour un produit de 20 milliards de francs, ce prélèvement s'applique à tous les revenus y compris les plus modestes (les petites retraites comme les prestations familiales sans oublier les allocations chômage).

Mais c'est aussi durant cette semaine que beaucoup de Français remplissent leur déclaration de revenus et découvrent combien la dernière loi de finances a encore pu aggraver l'injustice fiscale dans notre pays. Plusieurs mesures illustrent cette évidence.

● Les multiples réductions d'impôt (liées au logement, à l'épargne, aux emplois familiaux) favorisent, compte tenu de leur nombre (il en existe quatorze aujourd'hui contre zéro en 1983) et de leurs plafonds élevés, davantage les hauts revenus que les revenus moyens. Elles atténuent la progressivité de l'impôt et permettent à certains d'échapper au taux maximal d'imposition.

● La déduction fiscale ouverte aux employeurs de personnes de service (50 % des salaires et des charges) aboutit, compte tenu du relèvement du plafond de 26 000 F à 90 000 F, a rendre non imposables des catégories de contribuables aisés (ceux qui acquittent un impôt de l'ordre de 45 000 F). Ainsi l'employé payé au SMIC paiera un IRPP de 674 francs s'il est célibataire, alors que ses employeurs disposant de revenus 5 fois supérieurs au sien, seront purement et simplement exonérés d'impôt ! C'est le monde à l'envers.

● La modification des règles fiscales applicables aux concubins, au prétexte de réduire la distorsion qui pénalisait, dans certaines circonstances, les gens mariés, conduit à renforcer le désavantage qui existait pour les concubins dont l'un est sans revenu. Ainsi, comme le relève le syndicat national unifié des impôts (le SNUI), un couple marié dont un seul travaille, disposant d'un revenu imposable de 173 700 F et ayant un enfant à charge, paie un impôt de 20 570 F, mais si ce couple vit en concubinage, il devra acquitter 34 000 F (contre 26 000 F auparavant). Au nom de la symétrie entre la situation des concubins et celle des couples mariés, la droite a donc pris le risque de pénaliser gravement beaucoup de jeunes ménages avec un seul salaire, pour les punir de ne pas être passés devant monsieur le maire !



● Le maintien de dispositions très avantageuses pour les hauts revenus (comme la loi Pons sur les investissements dans les DOM-TOM) offre toutes les occasions de défiscalisation pour des acquisitions de produits de luxe, les bateaux, par exemple, ou pour de l'immobilier de loisirs, dans des condi-

LIONEL JOSPIN AU SALON DE L'AGRICULTURE

Prendre en compte toutes les «ag

Lionel Jospin a souhaité marquer, par sa présence au salon, l'attachement de notre parti à l'agriculture en précisant, tout au long de sa visite, le sens que les socialistes veulent donner à notre politique agricole. Il s'agit de prendre en compte la dimension économique mais aussi d'être comptable des services que doit rendre l'agriculture à notre société dans les domaines du développement rural et de l'environnement.

La veille, Jacques Chirac, fidèle à son image, avait su flatter, comme à son habitude, les agriculteurs et "la croupe des vaches". Mais cette attention particulière, par sa visite prolongée, contraste singulièrement avec la manière dont le gouvernement traite l'agriculture, privilégiant systématiquement la grande agriculture surtout la céréaliculture, au détriment des productions animales qui sont pourtant essentielles à l'occupation du territoire.

La visite du Premier secrétaire a duré trois heures et a été l'occasion de rencontrer des producteurs et des acteurs économiques du monde agricole et rural. Souvent détourné du parcours initial par des éleveurs désireux de présenter leur travail de sélection, Lionel Jospin a pu mesurer au long des différents stands consacrés aux animaux, la richesse de l'élevage français, bovin, équin et ovin. De la Prim-Holstein qui a raflé des prix européens récemment, aux éleveurs gascons, blouses vertes et bérets mauves, en passant par le stand des Montbéliards avec dégustation de lait et à la hutte en alose reconstituée au stand des éleveurs ovins du Lot.



Convergences de vue

Le salon c'est, bien entendu, la visite aux organisations professionnelles agricoles, la FNSEA qui fête son cin-

Vendredi - 10, rue de Solférino - 75335 Paris Cedex 07 -
Tél. : 45 56 78 61 - Fax : 45 51 47 03 -
Télex : 200 174 Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 45.56

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Jean Glavany • DIRECTEUR DÉLÉGUÉ DE LA PUBLICATION : Marc-Antoine Jamet - RESPONSABLE DE LA RÉDACTION : Monique Bartholomeus (77.92) - ÉCONOMIE : Monique Grima (78-70) • PHOTOS : Pascal Lebrun - MAQUETTE : Christine Lovinger (78.92) - PUBLICITÉ : Franck Accart (79 03) - J.J. Gastebois (78-09)- SECRÉTARIAT : Odile Fée (78.61)- ABONNEMENTS : Sabine Sebah (79-04) - PHOTOGRAVURE : Dawant - Paris - IMPRESSION : PGE - (94) Saint-Mandé – ROUTAGE : Ouest-routage - (60) Le Meux - N° commission paritaire : 10.889 – "Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2 000
Ce numéro a été tiré à 113 500 exemplaires.

mpôts

tions qui ne sont plus maîtrisées.

● Les nouvelles aides pour les acquisitions de logements neufs destinés à la location permettront à de nombreux propriétaires bailleurs de diminuer substantiellement, dès 1997, leur impôt sur le revenu et ce d'autant plus que leurs revenus se situent dans les tranches élevées du barème de l'IRPP.

Dans le même temps où nous connaissions la donne fiscale pour cette année 1996, le ministre du Budget confirmait le basculement prochain de deux points de cotisations sociales vers une nouvelle contribution dont l'assiette serait proche du RDS et qui serait déductible du revenu imposable. Cette réforme renverrait sur les plus modestes des Français une partie de la charge et permettrait aux contribuables imposables à l'IRPP de pouvoir déduire de leur revenu cette nouvelle contribution, alors que bien sûr les non-imposables la paieraient plein pot.

La caractéristique de ce pouvoir, depuis huit mois, c'est non seulement de prélever beaucoup mais de le faire au mépris de tous les principes d'équité. Dure semaine pour les Français !

François Hollande
Porte-parole

ricultures»

quantenaire, le CNJA, la Confédération Paysanne et l'APCA (Assemblée permanente des Chambres d'agriculture). La visite s'est poursuivie par les stands régionaux, aux produits alléchants, où l'accueil est partout chaleureux, particulièrement au stand de la région Midi-Pyrénées, pour finir au stand des Martiniquais aux costumes bigarrés.

De toutes les discussions et échanges, il est ressorti une convergence de vue, peut-être de circonstance pour certains, entre les objectifs du parti en matière agricole et les souhaits et préoccupations des organisations professionnelles. La droite peut être inquiète, elle n'a pas le "monopole du cœur" des agriculteurs.

Stéphane Le Foll

GEORGES GAROT



RESPONSABLE NATIONAL POUR L'AGRICULTURE

Pourquoi une Conférence agricole en pleine réflexion du Parti socialiste sur la mondialisation ?

L'agriculture a déjà l'expérience de la mondialisation, il est évident qu'elle s'inscrit directement dans la réflexion qui est menée actuellement. Les accords de Blair House (GATT) ont montré que ce secteur était entré de plain-pied dans les négociations internationales.

L'objectif de cette Conférence, organisée par le bureau de la Commission nationale agricole avec l'appui, notamment financier, du groupe des Partis socialistes européens, était d'exprimer publiquement des orientations claires de politique agricole et rurale dans le prolongement de la campagne présidentielle face au nouveau contexte local et international, en particulier celui de l'élargissement à l'Est de l'Union européenne.

En quoi la PAC s'inscrit-elle dans cette réflexion sur la mondialisation ?

La PAC a montré, suite à la réforme de 1992, qu'il était possible, à force de négociations, de faire en sorte que le revenu agricole s'améliore -presque au-delà de nos espérances, + 7 % en moyenne par an- et que l'on puisse réguler les échanges afin de réduire les inégalités entre pays, entre régions, entre territoires, entre productions. Mais il y a encore beaucoup de travail à faire pour redresser les effets pervers de cette PAC. Comme je l'ai dit, et comme l'a rappelé Lionel Jospin dans son intervention, notre volonté, à nous socialistes, est de modifier la politique actuelle qui favorise la concentration de la production et des exploitations, en proposant, ce que nous avons toujours fait, le plafonnement des aides directes (l'amendement vient d'ailleurs d'être voté au Parlement européen), de favoriser l'installation en priorité sur l'agrandissement des exploitations, de prendre en compte l'environnement, de promouvoir le développement rural par des projets locaux dont les fondements reposent sur l'intercommunalité et le partenariat. Les maîtres-mots, pour Lionel Jospin, sont "croissance-emplois-réduction des inégalités", nous allons nous en tenir à ces objectifs.

Le gouvernement actuel montre-t-il quelques avancées notables dans ce sens ?

Jacques Chirac vient encore de démontrer, par sa visite prolongée du Salon de l'agriculture, qu'il pouvait jouer de la mystification. Le gouvernement Juppé/Vasseur, comme les précédents de droite, a multiplié les incantations en faveur de la petite et moyenne agriculture mais, en réalité, a mené une politique discriminante qui avantage l'agriculture industrielle au détriment des autres productions qui participent prioritairement à l'aménagement du territoire (ex. incorporation obligatoire de bio-carburants).

Le Bureau de la CNAR a dénoncé, par des communiqués, la politique gouvernementale au moment du compromis au Conseil européen du 22 juin 95, lors de la signature de la Charte sur l'installation, en octobre 95, de même que pour la Conférence annuelle agricole. Chaque fois, l'effet d'annonce et la distribution de quelques subventions ciblées, souvent pour les plus nantis, ont primé sur le traitement des problèmes de fond.

Quels types d'actions peut engager la Commission nationale agricole et rurale du PS ?

Plusieurs rendez-vous, où l'agriculture et le monde rural sont concernés, sont prévus pour les années à venir. Tout d'abord, dans le cadre de la réflexion générale qui fait l'objet des différentes conventions thématiques prévues pour l'année 1996. Sur la Conférence intergouvernementale concernant les institutions de l'Union européenne qui débute le 29 mars 1996 à Turin et qui doit impérativement définir un cadre institutionnel pour préparer l'élargissement, sur les poursuites des contacts et négociations avec les pays de l'Est sollicitant leur adhésion. 1998, ce seront les législatives françaises. 1999, le financement de la PAC sera remis en discussion et les négociations internationales multilatérales dans le cadre de l'OMC (Organisation mondiale du commerce) devraient être relancées. Pour toutes ces échéances, la CNAR entend répondre aux objectifs et s'est donc remise au travail, tant sur le plan national que sur le terrain où elle entend animer un débat public sur "le plafonnement des aides" en agriculture et sur le "développement rural".

Propos recueillis par Eric Nadin

ZOOM

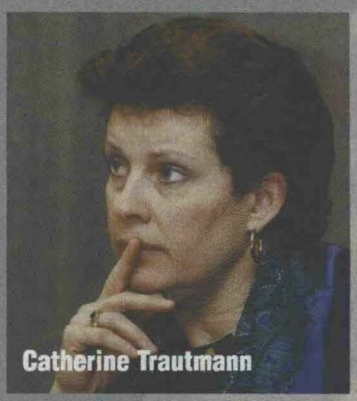
LA CONFÉDÉRATION PAYSANNE :

- **syndicat agricole proche du PS ;**
- **porte-parole : François Dufour ;**
- **2e syndicat agricole français derrière la FNSEA et le CNJA majoritaires ;**
- **a obtenu 20 % des suffrages aux élections des Chambres d'agriculture en janvier 1994 (60% pour la FNSEA et le CNJA) ;**
- **a conquis 4 présidences de Chambres (dont 3 qui étaient jusqu'alors détenues par le syndicalisme majoritaire) ;**
- **est rattachée à la CPE (Confédération paysanne européenne) ;**
- **le pluralisme syndical n'est pas pour autant respecté par les gouvernements de droite, ainsi la Confédération n'a pas été conviée aux débats sur la Charte d'installation d'octobre dernier, ni à la Conférence agricole annuelle de février ;**
- **au stand de la Confédération paysanne au Salon de l'agriculture, Lionel Jospin a signé une pétition contre l'utilisation des hormones pour la viande bovine.**

L'Europe, ou l'autre no

L'idéal ultime de la gauche a longtemps été associé à l'établissement d'une «République universelle» qui dépasse les divisions de toute nature pour établir un gouvernement mondial.

Car lorsqu'on cherche le bon critère pour différencier la gauche et la droite, l'un des critères les plus solides et les plus profonds tient à la pensée d'une universalité accessible à tous par l'usage de la raison. Il se trouve que ce principe, véritable idéal régulateur de la gauche dans les épreuves de l'histoire, rejoint aujourd'hui la réalité. Les malheurs du monde ont désormais des dimensions mondiales. Ils demandent des moyens d'action qui ne peuvent s'accommoder d'une juxtaposition de nations isolées et concurrentes.


Catherine Trautmann

Nous n'exonérons pas pour autant l'Europe actuelle de ses défauts, de son orientation par trop libérale, de son technocratisme mal tempéré, de sa complexité qui en fait un «monstre politique», etc. Mais nous posons nettement la question. Où se situe aujourd'hui la volonté politique à gauche face au libéralisme : dans la construction d'une puissance politique et économique européenne ou dans le renforcement des États-nations ?

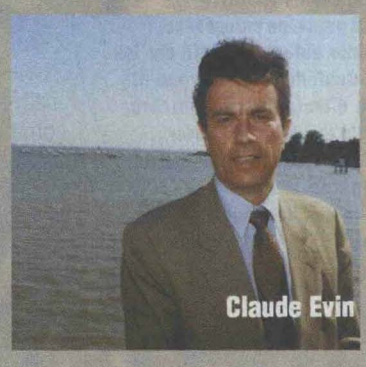
Le libéralisme se satisfait parfaitement d'un monde éclaté où l'internationalisation des marchés joue à plein.

La mondialisation n'est pas un phénomène indifférencié contre lequel il faudrait seulement chercher à se protéger. Un mouvement vers la régionalisation des bases productives se constate en même temps, en Amérique, en Asie, et en Europe, où il est pour l'heure le plus avancé. Que pèserait une poussière d'États face à la révolution des technologies de l'information et de la communication qui a bouleversé les conditions de l'activité économique ?

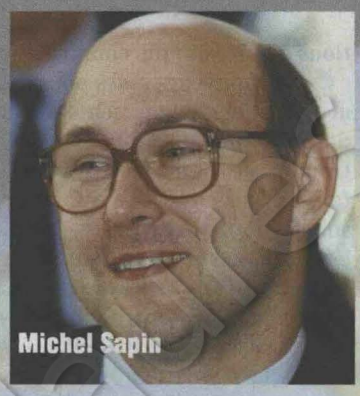
L'Europe, première protection de la France

En fait, l'Europe est la première protection de la France. Atteindre une masse critique et, pour cela, mettre en œuvre des politiques intégrées qui engagent mutuellement les nations européennes, est la condition pour s'assurer une prise sur le réel en matière économique, pour maintenir la paix et avoir une chance de la favoriser dans le monde. Le temps pour cela n'est pas un allié, au contraire. Une course de vitesse est à l'évidence engagée entre une mondialisation qui désagrège l'influence des États-nations et la construction de puissances politiques et économiques porteuses d'équilibre. Là est bien l'épreuve de la volonté politique aujourd'hui.

C'est dans cette perspective que la monnaie unique prend son sens. Elle est le moyen de limiter les fluctuations monétaires qui suscitent l'incertitude et l'attentisme et qui pèsent sur les investissements productifs et, donc, sur la croissance. Elle est une condition pour réaliser une baisse durable des taux d'intérêts. L'absence d'une monnaie unique conduirait à une remise en cause du marché unique, au retour des guerres commerciales et à un dumping social. Mais les disciplines qu'elle demande ne sont-elles pas insupportables ? La monnaie unique n'implique-t-elle pas une politique unique en tous domaines ? Est-il acceptable qu'une instance non élue, la Banque centrale européenne, exerce un pouvoir décisif ? Ces trois questions sont au cœur des inquiétudes à gauche. Elles demandent des réponses précises.


Claude Evin

La première question porte sur les critères dits de convergence, prévus par le traité de Maastricht. Ne soyons pas esclaves de ce débat. Il est utile de rappeler que le traité, lui-même, donne aux gouvernements une marge réelle d'appréciation. Nous ne devons donc pas nous enfermer dans une contradiction artificielle. Une bonne part des problèmes proprement français vient de ce qu'à la récession s'est ajoutée une politique inutilement laxiste au cours de l'année 1994. L'impératif de réduire les déficits s'impose, critères ou non. Les déficits ne sont pas par nature de gauche ! Le financement par la dette fait appel à plus de capitalisme et réduit encore les marges de manœuvre de chaque État-nation. Et le report dans le


Michel Sapin

La priorité

L'Europe est au centre de notre projet politique. Mais comment sortir l'Europe du statut de bouc émissaire où l'a plongée l'éclatement de l'ex-Yougoslavie et l'explosion du chômage ? Comment faire pour que la Conférence intergouvernementale (CIG) de 1996 ne soit pas le rendez-vous minimum de gouvernements inquiets devant les échéances électorales et indécis sur leur projet européen ?

Les vertiges de la mondialisation, la révolution numérique et l'émergence de la société de l'information ne privent-ils pas de sens cette construction ? Non, c'est à l'intérieur et entre les groupements régionaux que s'organise aujourd'hui la capacité à participer à la compétition mondiale, que s'élaborent les règles du jeu du nouvel ordre mondial et que peut exister le degré d'indépendance suffisant pour défendre et construire un modèle de société. L'achèvement de l'unité du continent est nécessaire pour amortir la mondialisation.

Mais la mondialisation oblige aussi à repenser les politiques d'intégration européenne.

Conçue au lendemain de la seconde guerre mondiale pour instaurer la paix, aider à la reconstruction, l'Europe s'est d'abord faite autour de l'acier et du charbon puis de l'agriculture. Aujourd'hui, nous devons construire l'Europe politique pour donner aux Européens les moyens de gagner la bataille de l'emploi et celle de la mondialisation.

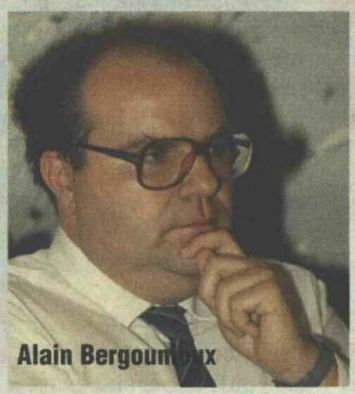
La Conférence intergouvernementale permettra-t-elle d'y parvenir ? Le risque est grand qu'elle se conclue par le plus petit commun dénominateur uniquement destiné à permettre l'ouverture des prochaines négociations d'élargissement. Les choses sérieuses s'organiseraient automatiquement autour de la monnaie unique dont la CIG ne traiterait pas. Comme par miracle, l'Union politique naîtrait de la monnaie. Une fois de plus on s'appuierait sur le seul moteur

m de la volonté politique

temps de la réalisation de la monnaie unique aggraverait les difficultés, ne garantirait rien pour l'avenir et, en tout cas, laisserait intact le pouvoir des spéculateurs.

Marges de manœuvre pour les politiques nationales

Sommes-nous condamnés à une politique unique en toutes choses ? Cette interrogation touche particulièrement les services publics. Ils sont, à la fois, un élément essentiel de notre cohésion sociale, plus encore en France que dans les autres pays européens, mais, pour une part d'entre eux, ils constituent de plus en plus un élément fondamental de la compétitivité économique dans le monde. L'Europe ne remet pas en cause le service public à cet égard. Elle met en évidence la nécessité d'expliciter nos choix budgétaires. Deux questions se posent, celle de la concurrence et celle du financement : la première doit être maîtrisée, le second doit être assumé. La France dispose des moyens de défendre une conception moderne du service public, condition du progrès social dans une économie ouverte. Il


Alain Bergounioux

est clair, en effet, qu'un État comme le nôtre, qui prélève et redistribue quelque 55 % de la richesse nationale, a tout à fait les moyens de faire des choix qui ne relèvent pas de la contrainte du marché. Et ce qui vaut pour les services publics vaut tout autant pour notre manière d'organiser notre protection sociale et notre fiscalité.

L'Europe peut-elle n'être pilotée que par la monnaie ? Evidemment, non. L'histoire montre que toutes les entités territoriales qui se sont dotées d'une monnaie et d'une défense ont construit une autorité politique. Il doit en aller de même pour l'Europe. La cohérence demande que, pour le moment, en attendant une réforme institutionnelle conséquente, le Conseil des ministres prenne en charge les objectifs fondamentaux de la politique économique de l'Union européenne. Les gouvernements doivent mieux coordonner les politiques monétaires et les politiques budgétaires. Ils devront, notamment, déterminer ensemble les règles qui associeront les pays à monnaie unique et les pays qui en resteront temporairement à l'écart, par un système de parités stables avec des possibilités de sanctions.

L'Europe n'est donc pas une école d'impuissance politique. Bien au contraire, elle est aujourd'hui synonyme de volonté politique. Elle offre les dimensions nécessaires pour redonner des marges de manœuvre aux politiques nationales.

Catherine Trautmann,
Claude Evin,
Michel Sapin,
Alain Bergounioux.

européenne

économique pour faire avancer l'Europe.

La monnaie n'est pas une fin en soi, mais un marché unique sans monnaie unique n'a pas de sens. Il handicape les citoyens et profite aux banquiers, aux spéculateurs et au dollar.

Nous devons poser clairement nos conditions et nos objectifs. Sur la monnaie, ils sont au nombre de six.

■ Nous sommes partisans d'un respect du calendrier car, dans une période de conjoncture difficile, les reports risquent fort de se traduire par un abandon.

■ Les critères doivent être analysés en «tendance» et la décision de passage à la fameuse phase 3 de l'Union économique et monétaire sera politique. Faut-il rappeler que lors de l'unification allemande, le Chancelier Kohl s'est assis sur les critères arrêtés par les experts et les économistes pour ne retenir qu'une détermination politique en fixant la parité d'un mark de l'Ouest et de l'Est ? Il faudra également tenir compte de la faible croissance qu'a connue l'Europe -contrairement aux perspectives existantes lors de la définition des critères. Nous savons enfin que le passage à cette troisième phase nécessitera la présence simultanée de l'Allemagne et de la France.


Pervenche Berès

■ Les relations entre la monnaie unique et celles des États-membres ne l'ayant pas encore adoptée devront être organisées dans un système monétaire européen afin d'éviter les dévaluations compétitives.

■ Le contrôle politique de la monnaie est indispensable. Historiquement, les États organisés se sont dotés d'une monnaie, mais une monnaie n'a jamais existé en dehors d'une autorité politique. Il en est de même pour la monnaie unique européenne.

■ L'Union telle qu'elle a été décidée à Maastricht est à la fois économique et monétaire. Mais la progression vers la monnaie unique y est enfermée dans un schéma précis, contrairement aux politiques économiques. Une véritable politique économique et sociale doit permettre : une fiscalité plus équilibrée entre le capital et le travail, une réduction significative de la durée du travail. La monnaie et l'emploi doivent être étroitement liés pour mettre la première au service du second.

■ L'élaboration d'un véritable service public européen. Nous devons obtenir un rééquilibrage des textes européens, aujourd'hui historiquement datés et inadaptés à une situation où il ne s'agit pas simplement de corriger des excès du marché. Les secteurs où se forme la cohésion sociale, nationale ou européenne (éducation, santé, communication, transports, culture) doivent être préservés de la loi du profit et les règles doivent être fixées avant les libéralisations ou les dérégulations.

Que ces questions soient traitées dans la CIG ou parallèlement à celle-ci, nous devons nous assurer qu'elles le soient avant le passage à la monnaie unique car sinon ce sera la fin d'une Europe intégrée. Aujourd'hui, l'Europe est libérale parce que les sociaux-démocrates n'ont pas su opposer de résistance ou proposer d'alternatives à la mondialisation et se sont autocensurés après la chute du Mur de Berlin. Il est temps d'utiliser ce qui a été forgé au cours des années pour en faire l'Europe que nous voulons au service d'un modèle politique et social fondé sur le contrat, sur la redistribution contre la dérégulation. C'est à ce prix que les citoyens retrouveront l'enthousiasme européen alors qu'ils rejettent la mondialisation libérale et financière sans toujours voir que l'Europe, pour autant qu'elle ne soit pas uniquement celle du libéralisme et du libre-échange, est la meilleure réponse.

Pervenche Berès

L'Europe, notre avenir à gauche


Régis Juanico

Contribution du MJS

1996 sera une année clef pour l'Europe. La Conférence intergouvernementale prévue pour réformer l'Union européenne va s'ouvrir à la fin du mois de mars. Pour nous, jeunes socialistes, son objectif doit être le passage d'une Europe économique à une Europe politique et sociale.

Nous faisons le choix d'une Europe résolument fédérale et démocratique. Cela implique un système institutionnel efficace basé sur une souveraineté politique effective, une logique communautaire et une citoyenneté active :

- un Parlement véritablement législateur, doté du droit d'initiative et de véritables moyens de contrôle, élu à partir d'un mode de scrutin unique ;
- une Commission transformée en gouvernement, organe d'exécution des choix politiques du Parlement, responsable devant lui ;
- un président de l'Union, élu par le Parlement pour la durée de la législature (5 ans), garant des institutions européennes, présidant aux travaux de la Commission et représentant l'Europe sur la scène internationale ;
- un Conseil transformé en Chambre Haute, consultative, représentant les États-membres ;
- la rédaction d'une Constitution européenne,
- l'extension et l'application effective du vote à la majorité qualifiée.

Ces réformes constituent un préalable nécessaire à l'élargissement qui doit nous conduire à une Europe à 27 ou 30 en 2010.

L'Europe est le niveau d'intervention approprié pour s'attaquer aux problèmes auxquels sont confrontés les citoyens européens. Nous devons renforcer les compétences de l'Union dans plusieurs directions :

- Il faut relancer l'initiative européenne de croissance par un grand emprunt pour créer des emplois en réalisant un programme de grands travaux. Dans cet esprit, il convient de réaliser au plus vite la monnaie unique, en préconisant, la veille des échéances, une lecture "politique" des critères de convergence. Dans le même temps, il faut associer des objectifs sociaux clairs à la gestion de cette monnaie, une fois qu'elle sera mise en place : lutte contre le chômage, amélioration des conditions de vie, réduction du temps de travail...
- L'application par tous les États-membres de la Charte sociale européenne ne peut être qu'une première étape. Il faut impulser un véritable dialogue social, permanent, et sur toutes les questions sociales au niveau européen. Les patrons se sont déjà organisés. Il est donc indispensable de soutenir et de renforcer la Confédération européenne des syndicats.

Renforcer les coopérations Nord-Sud

Par ailleurs, il est urgent de définir et de mettre en oeuvre la politique extérieure et de sécurité commune (PESC). Cela passe par le dépassement du cadre intergouvernemental, jusqu'ici assigné à la PESC, et la mise en place des procédés de décision à la majorité qualifiée.

L'Europe doit en premier lieu concevoir son action dans le cadre d'un espace euro-méditerranéen. Il est urgent de renforcer la coopération avec les pays de la Méditerranée au sein d'un "Helsinki méridional" pour fixer des engagements clairs comme la reconnaissance mutuelle des frontières existantes, la nécessité de progresser vers la démocratie, la protection des droits de l'homme et de l'environnement.

Construire le rapport de force

En matière de coopération, l'échelon européen doit jouer un rôle plus important grâce à l'augmentation du Fonds européen de développement.

Enfin, il est urgent de mettre en place un véritable statut du demandeur d'asile au niveau européen. Celui-ci devrait garantir un examen attentif des demandes et assurer l'accueil sur le sol de l'U.E de toutes les personnes persécutées en raison de leur combat en faveur de la liberté.

L'Europe ne pourra passer de l'économique au politique sans une volonté forte. Les socialistes français doivent contribuer à bâtir les instruments propres à construire le rapport de forces sur lequel s'appuieront nos revendications sociales : PSE, ECOSY... Les socialistes européens doivent se rencontrer plus fréquemment pour harmoniser et promouvoir un projet commun, mobilisateur pour l'ensemble des citoyens européens. Il faudrait même envisager rapidement une fusion des différents partis en un PSE intégré.

L'Europe, devenant politique, ne progressera que par le rapport de force politique et social, la construction d'un mouvement social européen. La gauche européenne doit construire son unité pour agir de concert dans le cadre européen.

Communiqué du Mouvement des Jeunes Socialistes

POUR UN CHOIX ENTRE SERVICE CIVIL ET MILITAIRE AU NIVEAU EUROPÉEN

Jacques Chirac vient d'annoncer la professionnalisation complète des armées françaises, enterrant par conséquent la conscription sous sa forme militaire dans notre pays. Cette décision brutale et personnelle, prise sans concertation avec nos partenaires européens, est un non-sens qui va à l'encontre de la construction d'une politique de défense européenne, dans la mesure où l'Espagne, l'Italie et l'Allemagne avec qui nous participons à l'Eurocorps conservent une conscription où coexistent une forme civile et une forme militaire.

Le Mouvement des Jeunes Socialistes se prononce contre une armée de métier entièrement professionnalisée mais pour une réforme en profondeur du Service national actuel : pour un libre choix pour tous les appelé (e)s au niveau européen entre une forme civile et une forme militaire, c'est-à-dire pour le principe d'une armée mixte composée d'un plus grand nombre de professionnels et d'un contingent militaire d'appelés limité pour assurer la logistique des bases terrestres et navales.

Afin de pouvoir absorber sur ces missions militaires et civiles toute une classe d'âge, nous demandons l'assouplissement des contraintes horaires pour les jeunes par l'affectation sur un même poste de plusieurs appelé(e)s qui se relaieraient.

Les formes de service civil seraient non concurrentielles des emplois existants, le VSNE et la double durée pour les objecteurs supprimés.

A travers cette réforme, nous souhaitons promouvoir une nouvelle conscription permettant la mobilisation de toute une génération au service de la collectivité pour devenir un véritable outil de citoyenneté.

22/02/1996

MAÎTRISE DES DÉPENSES DE SANTÉ

Recul sur ordonnance



L'échec des négociations entre les caisses d'assurance maladie et les syndicats médicaux traduit le comportement chaotique du gouvernement face à la nécessité d'une réelle maîtrise de l'évolution des dépenses de santé.

En 1991, la droite se bat aux côtés des lobbies contre les accords entre l'Etat, l'assurance-maladie et trois professions de santé : biologistes, cliniques privées et infirmières libérales. Lancé par Claude Evin pour maîtriser les dépenses de santé, le projet est finalisé dans une loi par Jean-Louis Bianco.

En 1992, la droite manifeste, Alain Juppé en tête, pour contester le projet de loi de René Teulade sur la maîtrise médicalisée des dépenses de médecins de ville.

Le 15 novembre 1995, les socialistes entendent avec stupéfaction le même Alain Juppé tenir des propos... très nouveaux pour lui. La droite revêtait les habits de la gauche, ceux qui combattaient Claude Evin et René Teulade en 1991 et 1992 semblaient découvrir le bien-fondé de la maîtrise des dépenses de santé version socialiste.

Trois mois plus tard, on est en pleine confusion. La contribution demandée aux médecins, d'ailleurs sans concertation, pour équilibrer les comptes de l'assurance maladie en fonction du dérapage des dépenses de médecine de ville en 1995, est réduite à sa plus simple expression : elle ira à un vague fonds de modernisation de la profession. Quant aux taux d'évolution des dépenses de médecine de ville, fixé à +2,1% en 1996, personne n'est capable de dire aujourd'hui s'il s'agit d'un objectif prévisionnel sans contrainte ou d'un taux opposable aux médecins avec des sanctions en cas de dépassement. Le scepticisme que le PS avait manifesté lors de l'annonce du plan Juppé se trouve conforté par l'attitude velléitaire du pouvoir.

Le rôle du généraliste

Mais la maîtrise de l'évolution des dépenses de santé n'est pas une fin en soi. Elle n'est qu'un moyen d'éviter les gaspillages, évalués à 100 milliards, et doit être au service de réformes structurelles qui permettent de mieux coordonner les soins et d'améliorer les relations entre le malade et son médecin. Il faut mettre en place rapidement des filières de soins à partir du médecin généraliste, comme Lionel Jospin l'avait proposé lors de la campagne présidentielle, et utiliser le carnet de santé, des références médicales opposables (avec le guide du bon usage des soins) et le codage des actes (tableau de bord de l'activité médicale).

C'est en incitant -donc sans les obliger- les Français à consulter d'abord leur médecin généraliste, en remboursant mieux les soins dans le cadre d'une meilleure coordination généralistes/spécialistes, en développant des réseaux hospitaliers (hôpital local général, CHU) en liaison avec la médecine de ville, que l'on construira une véritable politique de santé publique en France.

Claude Pigement
Médecin spécialiste, Délégué national du PS aux professions de santé

Une alternative à la prestation d'autonomie

La question de l'autonomie et de l'accompagnement des personnes âgées dépendantes est l'un des grands enjeux de cette fin de siècle. L'homme cherche depuis longtemps à faire reculer les frontières de la mort, et à faire de ce temps "gagné" grâce au développement et à la science, un temps plein, de bien-être et de bonheur, un vrai temps de vie.

Comment ne pas trouver réducteur de voir traiter cette exigence nouvelle de l'accompagnement des personnes dépendantes à travers la seule création d'une nouvelle allocation ?

Il convient d'engager les sommes importantes nécessaires dans d'autres directions : le financement, et la coordination autour de la personne, des services nécessaires partout et pour tous, quelles que soient les ressources ; dans ce cas développons une politique tarifaire des services en fonction des revenus réels de la personne et créons de vrais emplois avec un statut correct.

Plutôt que de lancer une énième allocation qui apparaîtra vite comme une sorte d'aide caritative publique, mettons en place, partout en France, un maillage de services d'accompagnement pour l'autonomie, assurons la viabilité des associations et services existants, imposons une coordination autour des personnes dépendantes.

L'effet sur l'emploi sera direct, massif et immédiat. Cette proposition s'appuie sur une expérience originale engagée à Athis-Mons qui a permis la création de 80 emplois en quatre ans.

D'autres initiatives se développent dans le même esprit. C'est le cas de la résidence "La Cour", où vivent ensemble des personnes âgées dépendantes et des familles. Créons des milliers d'emplois en France, mais plus encore, contribuons à placer le développement humain au cœur de notre projet de société et donnons un nouveau souffle à l'idéal de la République : "Liberté, Egalité, Fraternité".

Marie-Noëlle Lienemann
Maire d'Athis-Mons.

ZOOM

PERSONNES ÂGÉES DÉPENDANTES

Au cœur de la ville, la municipalité d'Athis-Mons a réalisé 16 logements indépendants, au milieu de 25 appartements classiques, qui sont équipés pour accueillir des personnes retraitées quel que soit leur handicap et quelles que soient leurs ressources. Tout est prévu pour permettre à chacun de rester chez soi jusqu'à la fin de sa vie. Toute personne peut bénéficier 24h/24 d'une présence, de la mobilisation des services de soutien à domicile en cas de besoin. Cette structure comporte des animations, une restauration familiale et l'accueil de la famille des résidents.

Ainsi ont été créés 11 emplois gérés par l'association "La Cour". La Fondation de France a trouvé l'idée novatrice.

CASSE SALARIALE

la compagnie aérienne allemande, a décidé, face à la concurrence, d'embaucher, dès le 1er avril, des personnels de cabine indiens... payés au niveau des salariés indiens, donc très en dessous des salariés allemands. Avis aux pilotes, car leurs homologues roumains proposent, quant à eux, leurs services pour 1500 F/mois, soit trente à quarante fois moins que les pilotes français ou allemands... D'où l'urgence d'une législation communautaire pour stopper la concurrence salariale.

PRIVATION

100 000 familles vont être pénalisées par le plafonnement de l'allocation Jeune enfant (995 F/mois du 5e mois de grossesse au 3e mois après la naissance). Au total, un cinquième des bénéficiaires seront privés, du jour au lendemain, de ce revenu.

BACHELIER ET CES

Près de 440 000 salariés étaient employés sur un contrat emploi-solidarité à la mi-1995, soit une augmentation de 10% sur un an. 70% d'entre eux sont des chômeurs de longue durée, 34% des jeunes, 23% des titulaires du RMI. Un sur six est bachelier.

ILLUSION

La consommation a progressé de 5,1% en janvier après une baisse de 0,8% en décembre. Mais les experts estiment qu'il s'agit d'un simple rattrapage des achats reportés en fin d'année à la suite des mouvements sociaux.

AVEC, POUR L'A.N., LA COLLABORATION DE BERTRAND FORT

Communiqué du groupe socialiste

Chassez l'ordre moral par la porte, il rentre par la fenêtre

La commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale vient de voter un amendement de soutien aux associations anti-avortement en leur permettant de se porter partie civile contre les structures d'information et de soutien des femmes.
Il s'agit-là d'une nouvelle manifestation de cet ordre moral qui taraude régulièrement une partie de la droite parlementaire, qui tente par tous les moyens de revenir sur les droits acquis des femmes.
Cet amendement Boutin-Beaumont, outre sa forte connotation réactionnaire, est d'autant plus injuste qu'il reviendrait à offrir aux associations "de défense et de promotion du droit à la vie" un statut particulièrement avantageux. Très peu d'associations sont, en effet, autorisées à agir devant la justice pénale par dérogation au principe qui réserve la mise en œuvre de l'action publique au ministère public ou à la victime.
Les députés socialistes s'opposent vigoureusement à cet amendement et feront tout pour empêcher son vote.

Véronique Neiertz et Claude Bartolone, au nom du Groupe.

JEAN-MARC AYRAULT, DÉPUTÉ DE LOIRE-ATLANTIQUE

Sur la privatisation de Thomson

QUESTION au gouvernement

"Le gouvernement vient de décider de privatiser Thomson, l'un des plus grands groupes industriels français, qui emploie 100.000 salariés et dont les activités couvrent des domaines hautement stratégiques. C'est une très mauvaise décision qui vient contredire les propos du ministre de l'Industrie sur le service public à la française et la défense des intérêts de l'industrie française.

On peut en outre craindre que cette privatisation n'annonce celle de l'Aérospatiale et qu'elle ne soit un avant-goût du sort réservé à notre industrie d'armement, qui risque d'entraîner des dizaines de milliers de suppressions d'emplois.

A l'évidence, Monsieur le Premier ministre, vous n'avez pas de politique industrielle, vous naviguez à vue, au gré des intérêts financiers et des grands groupes au détriment de l'emploi. Je me demande même si votre décision, néfaste à notre industrie, n'est pas simplement liée à votre incapacité à boucler vos fins de mois."

COMMENTAIRE

Cette privatisation du premier groupe français d'informatique militaire, fleuron (rentable financièrement) de notre industrie, s'inscrit dans le cadre de la restructuration globale de la Défense nationale annoncée par Jacques Chirac et n'a pas fini de susciter des réactions hostiles du fait des conséquences très dures, en termes d'emploi, dans les régions concernées. Nos craintes sont particulièrement vives s'agissant du tissu industriel que forment les nombreuses entreprises sous-traitantes de Thomson. Beaucoup de dégâts pour que M. Juppé puisse se satisfaire du "respect du déficit budgétaire"...

JEAN GLAVANY, député des Hautes-Pyrénées

Sur la corse

QUESTION au gouvernement

"La Corse vit, depuis plusieurs jours, au rythme tragique d'un assassinat quotidien, de règlements de comptes incessants entre factions, du fait de la faiblesse de l'État républicain face à un processus d'autodestruction dont aucun responsable digne de ce nom ne saurait se réjouir. En revanche, l'étudiant marocain qui fut pris pour cible dans la plaine d'Aléria, voici quelques semaines, par des chasseurs rentrés bredouilles, est menacé d'expulsion dès sa sortie de l'hôpital, tandis que ses agresseurs, eux, ne sont même pas inquiétés ! Belle justice républicaine, plus dure aux victimes qu'aux coupables ! C'est dans ce contexte qu'est intervenue, voici quelques jours, la circulaire du procureur général de Bastia, recommandant dans les affaires de violence, de faire preuve de "circonspection"-entendez d'"indulgence" ! Y a-t-il encore un État de droit républicain en Corse ?"

COMMENTAIRE

Très nombreux sont ceux qui ont été choqués par la passivité des autorités républicaines face à l'escalade de la violence en Corse...

La réponse de Jacques Toubon a été, en outre, si peu convaincante qu'un député de la majorité (M. Rossi) a renouvelé cette interpellation le lendemain mais cette fois au Premier ministre. Avec le même résultat...

QUESTION au gouvernement

JEAN-PIERRE MASSERET, sénateur de la Moselle

Sur l'union économique et monétaire

" Les socialistes ont toujours demandé à la construction européenne d'atteindre trois objectifs : défendre la démocratie, assurer la paix et garantir le progrès social.

La démocratie a progressé ces dernières années, notamment en Europe centrale et orientale.

Certes la paix peut encore progresser. On ne peut faire l'impasse sur le conflit yougoslave, qui illustre la nécessité pour l'Europe de se doter d'un système de sécurité collective à l'échelle du continent.

Aujourd'hui, c'est la construction européenne dans le domaine social qui est la plus attaquée. On accuse les critères requis pour le passage à la monnaie unique d'être facteurs de régression. Il est vrai que les interrogations sont légitimes, alors que l'Europe est de plus en plus riche et que le nombre des pauvres et des chômeurs ne cesse d'augmenter.

Dans l'euroscepticisme, la responsabilité du gouvernement est engagée : il se sert des critères de convergence pour mettre en cause la cohésion sociale, pour demander toujours plus de sacrifices aux plus démunis ! Le gouvernement utilise ces critères pour faire passer sa politique de rigueur.

Je le dis à mes collègues de gauche : ils auraient tort de faire l'amalgame entre construction européenne et effets de la mondialisation de l'économie.

Sans monnaie unique, le dollar et le mark resteraient en position dominante, et la marge d'action de la France serait très faible. La monnaie unique n'est qu'un moyen. Le moyen de défendre les intérêts sociaux de l'Europe.

Il ne faut pas avoir peur de la construction européenne : nous en avons besoin. Soyons déterminés, pour qu'elle ne se fasse pas sur le dos des plus démunis. "

ELECTIONS LÉGISLATIVES ESPAGNOLES

Felipe Gonzalez : rien ne sert de courir...

Les élections législatives s'annoncent très délicates, dimanche, pour le Parti socialiste espagnol (PSOE) face au Parti populaire (PP) de Jose Maria Aznar. En dépit des sondages très défavorables, Felipe Gonzalez ne baisse pas les bras.

Dimanche 25 février plusieurs milliers de militants galiciens ont pressé Felipe Gonzalez de couper la moustache du leader conservateur José Maria Aznar. Felipe n'a pas dit non. Mais il a invité d'un ton gaullien les socialistes de la Corogne à regarder les choses en face et à se retrousser les manches. "Nous sommes des coureurs de fond, leur a-t-il dit, nous avons le goût des batailles difficiles".

La chaleur croissante des meetings n'empêche pas en effet la lucidité. L'aiguille des sondages donne 32 % au PSOE et 40 % au PP, le Parti populaire. Felipe Gonzalez n'a pas perdu le nord, en dépit de l'enthousiasme communicatif des sympathisants. "Je m'en irai, a-t-il dit, si les citoyens le veulent, sans colère, et même avec reconnaissance pour la longue confiance qu'ils m'ont accordée. Mais, a-t-il ajouté, j'ai le devoir moral de vous dire que si les autres gagnent maintenant, on se retrouvera d'ici deux ou trois ans".

Solidement adossé sur une presse à sensation, le Parti populaire a pu refuser pendant des mois le débat démocratique, bilan contre bilan, projet contre projet. Il a accompagné la meute qui jette le bébé socialiste avec l'eau sale de quelques personnalités à scandale. José Maria Aznar a donc fait une campagne masquée et minimale, pour une "nouvelle majorité", afin que "les Espagnols aient l'opportunité d'élire un gouvernement du Parti populaire"... Felipe a reconnu le mal fait par "les quatre charlots qui se sont enrichis sur le dos de l'État", alors que "si les gens votaient sur le travail réalisé on n'aurait pas de problème".

Le PSOE pris en tenailles

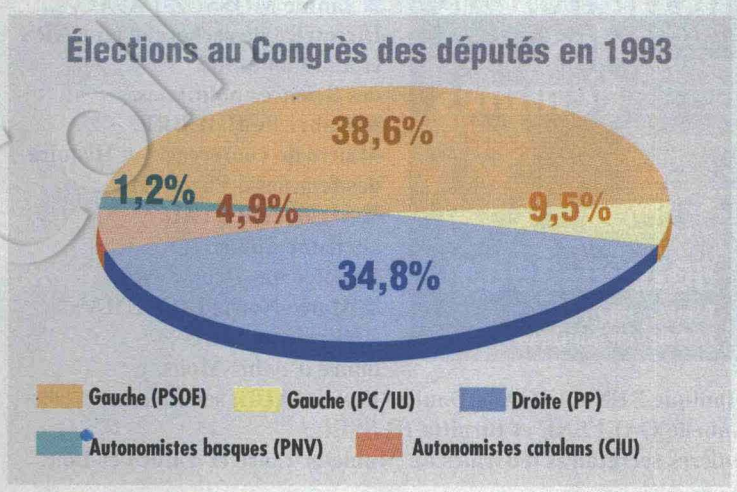
Les branches malades n'ont-elles pas été coupées trop tard ? La stratégie du soupçon et de la responsabilité collective des socialistes a circulé comme une évidence universelle. Cela dit "si j'étais Espagnol, a confessé le grand historien anglais Gabriel Jackson, je n'aurais pas apprécié les affaires, mais pas au point d'oublier l'avenir de mon pays. Le vote PSOE serait plus bénéfique pour l'écologie, l'emploi, l'intégration européenne". Gabriel Jackson est anglais...

Pris en tenailles par la quasi-totalité de l'opposition, le PSOE ne pouvait de toute façon pas forcer le PP à abattre ses cartes. La gauche unie, le PC, "dialogue" avec les conservateurs depuis plusieurs mois. Le PC a refusé l'union de la gauche aux élections locales, l'année dernière. Le PP y a gagné quelques villes et la région asturienne. Le leader communiste Julio Anguita a déclaré, il y a quelques jours, qu'Aznar et lui avaient peu de choses en commun, mais que c'était une personne avec laquelle il souhaitait dialoguer "à la Moncloa" (siège de la présidence du gouvernement)... L'ETA, en assassinant les proches du PSOE, a cherché la provocation, le désordre, donnant ainsi indirectement un coup de pouce au PP. Hier allié du PSOE, le nationaliste catalan Jordi Pujol s'est joint à la curée. Seuls les Basques modérés, le PNV, ont rejeté la main d'Aznar "démocrate converti de fraîche date".



En choisissant comme slogan "l'Espagne en positif", le PSOE a fait le pari de la raison et de l'avenir. Demain, les bilans reprendront leurs droits et, après-demain, il y aura d'autres élections. Le fabuliste, homme de sagesse et d'expérience, n'a-t-il pas écrit, "qu'il ne faut pas vendre la peau de l'ours...".

Jean-Jacques Kourliandsky



LE BILAN 1992-1996

QUELQUES GRANDES MESURES ADOPTÉES PAR LE PSOE

- Semaine de 40 heures (au lieu de 48).
- Autorisation des télévisions régionales, gérées par les régions.
- Entrée de l'Espagne dans la CEE.
- Participation aux missions des Casques bleus.
- Dépénalisation de l'avortement.
- Création d'un Conseil économique et social.
- Grands travaux (TGV, autoroutes, infrastructures des JO de Barcelone et de l'Expo universelle de Séville)
- Ouverture de musées (Art moderne à Valence, Centre Reina Sofia et Musée Thyssen à Madrid)
- Fonds et zones de reconversion industrielle.

Histoire de la France et des Français

De la préhistoire à nos jours.

Par Alain Decaux et André Castelot

Cette remarquable édition présente, sous une forme chronologique, les événements qui se sont produits au fil des jours, des années et des siècles, des origines à notre temps.



Afin d'apporter un éclairage complémentaire, les auteurs proposent des "grands écrans" sur les périodes concernées, pour mettre en évidence un personnage, les faits économiques, sociaux, l'art ou la littérature. L'histoire de France doit être replacée également dans un contexte international. Grâce à la rubrique "pendant ce temps", les auteurs signalent les événements qui se sont déroulés dans d'autres pays, à la même époque.

Une collection de 8 volumes (160 x 245)
450 planches en couleurs reproduisant des tableaux célèbres ou inédits
et plusieurs milliers d'illustrations en noir et blanc, légendées.

Pour information
Nom : .....
Prénom : .....
Adresse : .....
.....
Tél. personnel : .....
Tél. professionnel : .....

Retourner à : Mecenas Conseil
91 rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 Paris
Tél. : 44 71 36 00
Fax : 47 41 36 29

AGENDA DU PREMIER SECRÉTAIRE

Jeudi 29 février : Barcelone
Entretien avec Pasqual Maragall, maire de Barcelone.
Meeting avec Raimon Obiols, candidat, et Felipe Gonzalez à l'occasion des élections législatives espagnoles.
Dîner avec les dirigeants du PS catalan.

Samedi 2 mars : Conseil national à la Maison de la Chimie (Paris) et réunion des délégués nationaux.

Mardi 5 mars :
• Entretien avec Peter Jankowitsch, ambassadeur d'Autriche auprès de l'OCDE.
• Reprise de cartes dans le 18e arrondissement de Paris.

Mercredi 6 mars : Entretien avec Camilo Escalona, PS chilien.

Jeudi 7 mars : Déplacement dans le Var, à l'occasion de l'élection législative partielle.

Vendredi 8 mars : Journée internationale de la Femme.

Samedi 9 mars : Lisbonne
Cérémonie d'investiture de Jorge Sampaio (président de la République)

Dimanche 10 mars : Lisbonne
Conférence des leaders.

Lundi 11 mars : déplacement dans le Pas-de-Calais
Inauguration de l'exposition François Mitterrand et rencontre avec le Conseil fédéral et les secrétaires de section.

Mercredi 13 mars : Réunion/déjeuner avec Oskar Lafontaine, président du SPD.

Déplacements dans les fédérations

1er mars :
Harlem Désir : Conseil fédéral à Chaumont (Haute-Marne)

4 mars :
Pierre Moscovici : Conseil fédéral à Lille (Nord)

5 mars :
Pierre Moscovici : Conseil fédéral à Sarcelles (Val-d'Oise)

7 mars :
Daniel Vaillant : Conseil fédéral à Argentan (Orne).

8 mars :
• Alain Bergounioux : Conseil fédéral à La Rochelle (Charente-Maritime).
• Vincent Peillon : Conseil fédéral à Rodez (Aveyron).
• Daniel Vaillant : Conseil fédéral à Tonneins (Lot-et-Garonne).

8 et 9 mars :
Manuel Valls et Jean-Pierre Bel : Conseils fédéraux à Bastia et Ajaccio.

11 mars :
Lionel Jospin et Bernard Roman : Conseil fédéral à Arras (Pas-de-Calais).

12 mars :
• Vincent Peillon : Conseil fédéral à Orléans (Loiret).
• Manuel Valls participera à la reprise des cartes à Villeurbanne (Rhône).

13 mars :
Manuel Valls : Conseil fédéral à Dole (Jura).

14 mars :
Gérard Le Gall : Conseil fédéral en Moselle

COLLOQUE

La France, l'Europe, face à la mondialisation

Samedi 16 mars - 9h15
Grande salle de la Mutualité - 24 rue St Victor 75005 Paris

MATINÉE : 4 DÉBATS EN ATELIERS

• Quelle politique économique et sociale ?
présidé par Dominique Strauss-Kahn :
rapporteur Jack Lang, avec Philippe Herzog et Pierre-Alain Muet.

• Quel projet politique pour l'Europe ?
présidé par Elisabeth Guigou :
rapporteur Jean Poperen, avec Jacques Attali, Dominique Boquet, Christophe Clergeau et Paul Thibaud.

• Quelle identité nationale ?
Rapporteur Henri Weber, avec Harlem Désir, Claude Fleutiaux, Dominique Schnapper et Michel Suchod.

• Quel ordre mondial ?
présidé par Catherine Trautmann :
Rapporteur Jean-Luc Mélenchon, avec Rony Brauman et Marisol Touraine.

APRÈS-MIDI : 2 GRANDS DÉBATS POLITIQUES

Questionnement à partir de notre texte : Pierre Moscovici
Premier débat animé par Ségolène Royal : avec Michel Rocard, Pierre Mauroy, Henri Emmanuelli, Jean-Pierre Chevènement, Tony Blair, Charles Fiterman et Noël Mamère.

Deuxième débat animé par Jean-Christophe Cambadélis :
avec Jacques Delors, Laurent Fabius, Robert Hue, Dominique Voynet et Jean-Michel Baylet.

Conclusion de Lionel Jospin

STAGE NOUVEAUX ADHÉRENTS ET SECRÉTAIRES DE SECTION

Région AUVERGNE
Samedi 26 Mars à Montluçon (Allier). Animé par Michel RAFFET, délégué national et Michel DEBOUT, membre du Bureau national.
Inscriptions avant le 15 Mars au 70.05.34.34

8 mars 1996 **Journée internationale des Femmes**

Sylvie GUILLAUME, Secrétaire nationale du Parti socialiste, Chargée des droits des femmes
Jacqueline VICTOR, Secrétaire fédérale de Paris, Chargée des droits des femmes
Organisent une soirée débat :

Vendredi 8 Mars
19 h 30
Parti socialiste
10, rue de Solferino
75007 PARIS
Salle Marie-Thérèse Eyquem

soirée-débat
Femmes citoyennes,
Femmes en politique

Débat animé par Michèle Cotta, journaliste-éditorialiste
Avec la participation de :
■ Janine MOSSUZ-LAVAU, Directrice de recherche au CNRS et à la Fondation des Sciences politiques.
■ Gabrielle HOUBRE, Maître de conférence en Histoire des femmes à Paris VII.
■ Ségolène ROYAL, ancienne ministre, Députée des Deux-Sèvres.
■ Marie-Noëlle LIENEMANN, ancienne ministre, maire d'Athis-Mons.
■ Monique BEN GUIGA et Danièle POURTAUD, sénatrices.
■ Isabelle GALESNE et Birgitta HESSEL, Premières secrétaires fédérales du Maine-et-Loire et d'Eure-et-Loir.

COMMUNIQUÉ D'ELISABETH GUIGOU ET ADELINE HAZAN

Sur la pénurie organisée en matière de traitements du sida

Les antiprotéases, même si elles n'en sont qu'à un stade expérimental, représentent un espoir pour des dizaines de milliers de personnes atteintes par le virus du sida ; elles ne seront disponibles en France qu'en trop petites quantités pour satisfaire les besoins.

Pourtant, les milieux spécialisés savaient que les antiprotéases allaient être produites et mises sur le marché.

Les difficultés de fabrication et la législation américaine rendaient prévisible la situation de pénurie. Au lieu de se laisser acculer à gérer cette pénurie prévisible, dans des conditions inacceptables pour les malades et les médecins qui les soignent, pourquoi ne pas avoir anticipé ?

Pourquoi pallier la difficulté née de la pénurie en sélectionnant par un tirage au sort des malades qui pourraient accéder aux soins, ce qui est à la fois inadapté et choquant dans son principe.

Pourquoi ne pas avoir négocié plus tôt avec les laboratoires ? Pourquoi le ministre de la Santé n'a-t-il pas demandé une réunion des ministres européens afin de définir, avec l'Agence européenne du médicament, une stratégie commune pour obtenir des laboratoires américains qu'ils alimentent davantage l'Europe et pour obtenir des laboratoires européens qu'ils rattrapent leur retard en ce domaine ?

La situation choquante que nous connaissons risque de se renouveler pour d'autres maladies, comme pour le sida aujourd'hui.

Il n'est que temps de définir une stratégie européenne, permettant d'assurer une disponibilité satisfaisante des médicaments nécessaires, dans des conditions éthiquement acceptables aussi bien en France et en Europe que dans les pays en développement.

28 février

COMMUNIQUÉ DU PARTI SOCIALISTE

Pas de reconduction automatique pour TF1

Après 10 ans, la concession de TF1 arrive à expiration. Le CSA doit se prononcer dans les jours qui viennent sur le renouvellement de son autorisation d'émettre. La loi Léotard de 1986 qui a privatisé TF1, parlait de "mieux-disant culturel"... La loi Carignon de 1994, loi pourtant très favorable au groupe Bouygues, a prévu qu'il ne pourrait y avoir de "reconduction automatique" en cas de manquements graves de l'opérateur.

Le Parti socialiste souhaite donc un débat sur le comportement de TF1 et certains de ses manquements à ses engagements publics et ses obligations. Manquements qui se sont traduits par des rappels à l'ordre et des sanctions nombreuses du CSA : non respect de la personne humaine, non respect des quotas d'œuvres européennes, non respect du pluralisme, non respect des règles sur la publicité et le parrainage...

"La discussion sur le renouvellement de l'autorisation de TF1 ne peut être escamotée. La volonté du législateur, exprimée clairement lors du vote de la loi de 1994, ne doit pas être contournée. Les manquements de TF1 paraissent suffisamment sérieux pour justifier un nouvel appel d'offre et pour souhaiter un renforcement des obligations imposées au futur opérateur."

25 février

LE SECTEUR ENTREPRISES AU TRAVAIL

"Vendredi" du 2 février s'est fait l'écho du plan d'action du secteur Entreprises. Depuis, les dossiers sont traités méthodiquement avec un éclairage particulier sur quelques branches professionnelles (Télécom, Hôpital, EDF-GDF, GIAT Industries...) qui sont, du fait de la politique de la droite, entrés dans la turbulence sociale. Le secteur Entreprises travaille, en collaboration avec Ségolène Royal, sur le dossier des Services publics (une brochure de formation est d'ailleurs en préparation sur ce sujet). Dans le cadre du débat sur la mondialisation et l'Europe, une contribution du secteur a été rédigée collectivement et remise à la commission nationale de synthèse. Nous préparons pour fin avril un séminaire axé sur les lois sociales, le 50e anniversaire des comités d'entreprises. Nous y associerons des syndicalistes, des chefs d'entreprise, des personnalités. Les GSE nationaux, à nouveau, relancent leurs activités, réunissent leurs adhérents, relaient la campagne du parti aux portes des entreprises, les animateurs régionaux organisent des débats (Nord-Bourgogne). Il appartient à nos fédérations, à nos sections, de relayer partout cet engagement.

Georges MARTEL
Directeur du département

FRANCE TÉLÉCOM

Un statut exemplaire

France Télécom est un exploitant autonome de droit public, au même titre que La Poste, selon la loi du 2 juillet 1990.

Ce statut est celui de l'établissement public industriel et commercial classique en droit français. Hormis le fait qu'il n'existe pas de comptable public, la gestion de France Télécom est soumise à des dispositions soit d'ordre privé soit d'ordre public, en matière financière, commerciale, fiscale, juridique, de marchés.

Ce statut est aussi celui de l'entreprise publique avec des structures particulières : conseil d'administration tripartite (État, personnalités qualifiées, personnel), cahier des charges, contrat de plan, existence de filiales, participations.

Ce statut est enfin celui de l'opérateur de service public adossé à son histoire, sa culture, ses hommes, son réseau, son image, son patrimoine, ses partenaires. Le statut de fonctionnaires de son personnel, l'existence d'instances de concertation, l'existence de structures sociales communes avec La Poste, en sont la preuve.

Le statut de France Télécom est l'œuvre de l'ensemble des socialistes. C'est dans la forme et le fond un exemple de réforme réussie :

- Sur le plan socio-économique, une adaptation et des résultats remarquables, le même statut que celui d'EDF-GDF, La Poste, la SNCF, l'emploi public et les garanties attachées au statut de fonctionnaire, la possibilité de conclure des accords techniques et financiers avec des partenaires, un outil public d'intervention sur le marché, une image très positive auprès de la clientèle.

- Sur le plan politique, un modèle efficace de service public, une référence socialiste, une vraie réforme, la conformité statutaire entre les différents services publics, un lien primordial avec l'État.

Vouloir maintenir le statut d'une entreprise plébiscitée par les citoyens n'est pas une démarche archaïque, notamment après le mouvement social de décembre 1995.

L'adaptation de la loi française aux directives européennes sur la libéralisation du secteur des télécommunications, que les gouvernements socialistes voulaient progressive et maîtrisée, a été accélérée par les gouvernements libéraux.

Face à cette situation, les socialistes vont déposer des amendements tendant à préserver le service public en limitant les effets de la libéralisation.

Parce qu'ils se sont prononcés pour le maintien du statut de France Télécom, les socialistes peuvent mieux développer une position politique sur le service public.

Jean-Jacques PAULET
Responsable du GSE national
PT/Télécom

PARLEMENT EUROPÉEN-GROUPE SOCIALISTE

CONCOURS D'AFFICHES

Thème : "Notre Europe... celle que nous ferons."

Pour participer, il faut :

- Etre jeune artiste, ou étudiant en école d'art, ou avoir moins de 30 ans ;
- Etre de nationalité européenne ou en résidence permanente dans un État-membre de l'U.E.

Le concours aura lieu en deux étapes :

1 - Un gagnant national sera choisi dans chaque État-membre par un jury composé de députés du groupe socialiste et d'experts en art.
Date limite pour la sélection : 19 avril 1996.

2 - Un jury composé des membres du Bureau du groupe socialiste sélectionnera trois gagnants au niveau européen parmi les quinze gagnants sélectionnés au niveau national.

Renseignements : Axel HANISCH - Tél. : 19 322 284 32 44.

ANNONCES CLASSÉES

Margny-lès-Compiègne

ville de 7 000 habitants (Oise) recherche un

Secrétaire général de Mairie

(cadre d'emplois des attachés territoriaux)

MISSIONS

- Direction et coordination des services sous l'autorité du Maire
- Mise en œuvre des décisions municipales
- Préparation et suivi des budgets (M14-M49-M42)
- Optimisation des outils financiers en place.

PROFIL

- Solide expérience acquise au sein d'une collectivité territoriale
- Bonne maîtrise des problèmes financiers et juridiques
- Grand sens de l'organisaton et communication avec les élus
- Maîtrise de l'outil informatique.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV **avant le 31 mars 1996 à :**
M. Le Maire -Hôtel de ville-
117 avenue Octave Butin- BP 109-
60281 Margny-lès-Compiègne CEDEX.

La ville de Juvisy-sur-Orge

recherche selon les conditions statutaires une

Directrice de crèche

pour assurer la direction de l'une de ses deux mini-crèches (25 berceaux)

Diplôme d'État de puériculture exigé + 5 ans d'expérience.

Envoyez CV et lettre de motivation manuscrite à

Monsieur le Maire,
BP 56, 6 rue Piver
91265 Juvisy-sur-Orge- CEDEX.

Ville de Saint-Sever

40500-Landes- 4 700 habitants recrute

Secrétaire général

MISSIONS

- Proche collaborateur du Maire
- Direction et coordination des Services sous l'autorité du Maire
- Préparation, mise en œuvre et suivi des décisions municipales
- Elaboration et suivi des budgets de la commune, du service des eaux, mise en place de la comptabilité M14.

PROFIL

- Expérience sur un poste similaire indispensable
- Parfaite connaissance des finances locales et questions juridiques
- Sens de l'organisation et de l'encadrement
- Grande disponibilité et qualité relationnelle.

Rémunération statutaire + IFTS au taux maximum + NBI

Adressez lettre de candidature et CV avec photo à :
M. Jean-Claude Brethes,
Maire, Vice-Président du Conseil général
Hôtel de Ville- 40 500 Saint-Sever

La ville de Chartres

42.000 habitants, recrute

GARDIEN DE POLICE MUNICIPALE

(titulaire)

VOS FONCTIONS

- surveillance de la voie publique (circulation, stationnement, foires, marchés),
- gestion de la zone piétonne,
- participation aux fêtes et cérémonies,
- enquêtes administratives.

Une expérience dans un poste similaire est souhaitée.

Disponible, vous avez un bon sens du contact.

Adressez votre candidature à
Monsieur le Maire
DRH - Hôtel de ville-
28019 Chartres CEDEX

La ville de Panazol

9 000 habitants

banlieue de Limoges Haute-Vienne, recrute **immédiatement**

Secrétaire général cadre d'emploi des attachés territoriaux

MISSIONS

- Collaborateur direct du maire
- Direction des services
- Préparation, mise en œuvre et suivi des décisions municipales
- Elaboration et suivi des budgets

PROFIL

- Formation supérieure et expérience dans un poste similaire
- Connaissances approfondies en finances locales
- Qualité de généraliste

Adresser lettre de candidature manuscrite et CV détaillé à Monsieur le Maire
Hôtel de ville - 87350 Panazol

☞ De toi à moi ✍

EMPLOI

● F. 25 ans, DESS Administration et gestion publique, maîtrise droit public, cherche poste chargée service des sports ou autre service administratif dans coll. locales ou poste Fédération ou Club sportif. Tél : 46 58 35 54 (répondeur).

● J.F. 25 ans, DESS Droit et Politique de l'habitat, spécialisation dans le logement social et urbanisme + maîtrise de Droit public, recherche emploi dans collectivités ou OHLM. Etudie toutes propositions. Tél : 38 76 77 38.

● Jeune homme, 33 ans, sérieux, sans qualification cherche de toute urgence un emploi de manœuvre-nettoyage- gardiennage ou autre. Tél : 47 56 00 74.

● F. Inscription liste d'aptitude, conservateur musée territorial, thèse arts et Sc. de l'art. Expér. ethno., archéo., plasticienne de formation, cherche poste dans collectivité de préférence, région Ile-de-France. Tél 47 36 43 26 (soir) ou 44 17 60 82 (rép.)

IMMOBILIER

● Baie de St-Tropez – Sainte-maxime-centre. Calme, à 100m : plage, commerce, parking. Studios meublés très confortables pour 2/3 personnes. Prix semaine : avril, mai, septembre 1300 F - Juin 1500 F - juillet 2000 F - août 2450 F. Renseignements, réservations : Tél : 94 49 07 95.

● Dax - Landes. Cures thermales. Loue studio vue Adour, tout confort. Asc. Parking, Télé. Séjour 2300 F. Renseignement réservation. Tél après 20 h : 58 57 22 36.

● 93 - St-Denis, urgent départ vends F2-32 m2, tout confort, cuisine aménagée, habitable sans frais. Faibles charges. Prix à débattre. Tél : (16-1) 48 09 95 12.

● Russie-St-Petersbourg- particulier loue appart 3-4 pièces, tout équipé, proche du centre, à la semaine, au mois, ascenseur... Possibilité petit déjeuner, guide touristique, transfert aéroport. Formalités administratives incluses dans prestations. Réservations et loyers effectués à partir de la France (aucun frais d'agence). Pour tous renseignements et réservations ts les jours de 10h à 19h. Tél. Fax : 29 07 01 78.

● A vendre appartement 2 pièces, 20e Gambetta, immeuble en brique App. aéré très agréable, belle hauteur sous plafond, grandes pièces, très beau parquet, séjour avec cheminée moderne bordée cuivre et insert cuisine, WC, salle de bain, entrée, dressing-room, 2 caves. Prix : 550 000 F. Tél : 55 80 01 80.

● Vends Paris, M° Guy Moquet, appartement 2/3 pièces, 45 m2, clair, propre, agréable, libre, faibles charges. Tél province : 71 09 32 32.

Service publicité de "Vendredi"
Franck Accart
45 56 79 03
ou 45 56 78 61
Fax : 45 51 47 03

La gauche et la nation

Depuis quelques mois, nous avons repris une tradition, qui avait connu quelques éclipses, de réunir autour de personnalités, socialistes ou non, à propos d'un thème important ou d'un ouvrage d'actualité, les militants socialistes qui le souhaitent pour réfléchir et débattre librement. Lionel Jospin avait inauguré cette nouvelle série en décembre pour analyser à chaud le mouvement social. Suivront : "La laïcité et l'éducation" en janvier ; "la gauche et la nation" en février ; le "défi européen" en mars ; "les médias et la démocratie" en avril, etc., soit une grande variété de sujets abordés. L'intérêt est évident pour celles et ceux qui sont présents (1) mais les comptes-rendus que "Vendredi" peut donner de ces débats sont précieux. Ils montrent un parti ouvert, tourné vers le débat d'idées, qui recherche la confrontation et ne la craint pas.

Alain Bergounioux
secrétaire national
à la formation



Les troisièmes "Entretiens de Solferino" organisés au siège du parti, le 25 février, dans une salle Marie-Thérèse Eyquem archi-comble, abordaient un thème qui a, depuis toujours, suscité un débat d'idées au sein du Parti socialiste : la gauche et la nation. Deux thèmes qui paraissent antagonistes tant le socialisme est apparu dans la deuxième moitié du vingtième siècle opposé au nationalisme et favorable à une synthèse entre la patrie et l'humanité, la nation et l'internationalisme. Deux intellectuels ont répondu à l'invitation d'Alain Bergounioux qui animait le débat : Alain Finkielkraut, essayiste, a qui l'on doit "La défaite de la pensée" et qui vient de collaborer à un ouvrage collectif, "Combattre le Front national"(2), qui s'interroge sur les méthodes, les actions et les discours susceptibles d'affaiblir l'influence du FN, et Jean-Christophe Cambadélis, Secrétaire national du parti chargé des relations extérieures et auteur d'un manifeste "Pour une nouvelle gauche"(3). Deux intellectuels dont les idées ne sont pas diamétralement opposées même si la construction européenne apparaît moins urgente pour le premier que pour le second.

Ces divergences de pensée vont apparaître tout au long du débat. Honneur au visiteur qui, pour ses premiers propos dans les murs du parti, cite François Mitterrand : "Le nationalisme, c'est la guerre", citation qui justifiait, dans la bouche de l'ancien président de la République, la construction de l'Europe, cette "Europe qui aurait pour vocation de guérir l'Europe de l'Europe", dit Alain Finkielkraut. Retraçant l'histoire de l'idée de nation, les deux protagonistes en arrivent à une même conclusion : il y a un bon et un mauvais nationalisme, un bon et un mauvais patriotisme et la France, depuis la révolution de 1789, a trop souvent voulu faire de son idée de nation un modèle universel : "lorsque la France se fait envahisseur, elle se présente en libérateur", ironise Jean-Christophe Cambadélis. "Or, précise Finkielkraut, toutes les «Histoires» en Europe ne se sont pas déroulées sur le même modèle et celui de la France n'est pas forcément exportable. Il y a des États dans lesquels les peuples aspirent au pouvoir, c'est le cas de la France et des nations dans lesquelles les peuples aspirent à l'État, c'est le cas des pays de l'Europe centrale qui s'estiment colonisés par des empires et qui mettent leur culture et leur tradition au service de la nation. Le risque pour la France est d'ériger son idée de nation en modèle et de tomber dans le travers qu'elle condamne et dont le Front national se nourrit sur son propre sol : l'éthnocentrisme"

Pour une Europe républicaine

Chacun des deux interlocuteurs expose tour à tour son point de vue : l'intellectuel reste prudent, le politique propose. Aux échecs en Europe, la Bosnie, le chômage, conséquence de l'Europe libérale qui nous gouverne, "il est urgent, pour Jean-Christophe Cambadélis, de faire l'Europe". A quoi Finkielkraut répond que la construction européenne au détriment du concept de nation risque d'engendrer une sortie du politique au profit de l'économique : "Nous avons le sentiment que c'est parce que nous avons retenu l'horreur de l'histoire du 20e siècle qu'il est bon de sortir de la nation. Nous vivons cette ère post-nationale comme un progrès politique alors qu'elle risque de nous mener à une dimension économique qui décidera de tout." Riposte de Jean-François Cambadélis : "Je ne suis pas européen par mépris de l'Etat-nation ni par fibre internationaliste. Je ne rêve pas de village planétaire, d'un gouvernement mondial, d'une uniformisation grisâtre de la planète (...) mais je suis favorable à la construction d'une véritable Europe de la puissance adaptée à la réalité nouvelle, une Europe de l'esprit, une Europe républicaine."

Quelle nation dans quelle Europe ?

La réalité du débat est là : de quelle nation avons-nous besoin et dans quelle Europe ?

L'enjeu est de taille car il semble être, pour les deux intervenants, la solution à tous les problèmes, y compris celui de la montée du Front national. Alors que pour Finkielkraut, tant que la politique s'épuisera dans les contraintes mondiales, le Front national "capitalisera les frustrations et les mécontentements" de nos concitoyens, Jean-Christophe Cambadélis dénonce le repli national qui risque d'accroître encore l'influence de l'extrême droite. Cassure du lien social, prudence, pessimisme même d'un côté, espoir et mouvement vers la construction d'une nouvelle alliance de l'autre, la nation et l'Europe représentent bien les défis de la société actuelle. Le XXIe siècle sera européen ou ne sera pas ? Aux responsables de la gauche de s'unir autour d'une Europe de la justice sociale et aux citoyens encore sceptiques de retrouver la voie des idées républicaines.

Victor Robert

(1) Une cassette audio de chaque entretien sera envoyée dans les fédérations.
(2) Combattre le Front national. Ed. Vinci. 243 pages. 120 Francs.
(3)Editions Stock. 305 pages. 120 francs.

VOIR

NORDIQUE : Festival du cinéma à Rouen. Une sélection de films danois, finlandais, norvégiens et islandais, un hommage à Bo Widerberg et à Matti Pellonpää, l'acteur fétiche des frères Kaurismaki. Avec, en prime, l'érotisme suédois des années 60 et la production de la région de Haute Normandie. *Rens. : 39 98 28 46.*

C.P.

«SAGA-CITÉS». Comment réagit-on dans les quartiers toulonnais après 8 mois de FN ? Comment les banlieues se défendent-elles ? Le point, par Y. Yahiaoui. *Samedi 2 mars FR3-9h35*

«LA SECTE». Histoire vraie sur sujet chaud : une mère qui veut extirper sa fille d'une secte est accusée de kidnapping. Aux USA, le 1e amendement protège les sectes et la «liberté de croire». De croire jusqu'où ? *Mercredi 6 M6- 20h45-23h45*

«LA MARCHE DU SIÈCLE» «Un siècle d'aventure : la marche des femmes». Avec Germaine Tillon, Benoîte Groult. *FR3-20h50*

LA VIE EN FACE : «les infirmières». Documentaire de J. Kéguiner -qui a été elle-même infirmière- alternant interviews et scènes du service réanimation. Vie éprouvante et admirable sur 8 km par jour de couloirs, côtoiement de la douleur et de la mort à Laennec. Avec le sourire. *Mardi 5 Arte-20h45*

ENTENDRE

«A VOIX NUE : Marcel Maréchal». La voix d'un grand comédien et directeur du Rond-Point, qui témoigne de 30 ans de vie théâtrale. *Lundi à vendredi : FR. Culture 11h30*

GRAND ANGLE : «Terre d'exil, terre d'asile» d'I. Berelowitch. Une journée au CADA (centre d'accueil des demandeurs d'asile) de Créteil. Les réfugiés s'expriment. *Samedi 2 mars F. Cult. 11h*

NON

LE «RAFALE» ET LE CAMPAGNOL Serge Dassault, milliardaire-avionneur, ponctionneur de l'Etat et nouveau maire RPR de Corbeil-Essonne, a coupé de moitié la subvention de la célèbre troupe du «Campagnol». Il est vrai que le théâtre est moins rentable que le «Rafale» payé en partie par les contribuables.

J. V.



Michel Field : "Donner la parole aux jeunes"

Trotskiste à 13 ans, auteur à 15, leader étudiant à 17, il a longtemps enseigné la philo. En quelques années, il a connu une ascension fulgurante dans les médias. Michel Field a aussi publié une dizaine d'ouvrages. Dans le dernier, «Contes cruels pour Anaëlle» (1), il se raconte à sa fille.

Dans «Contes cruels», vous vous demandez ce qu'est un événement...

Ce livre pose le problème de la mémoire personnelle et collective, avec ses arbitraires. Le travail de la mémoire se fait à la fois à l'aide et contre la mécanique des médias. On est tellement submergé d'informations et d'images, qu'ayant le nez dessus, on n'est plus capable de savoir ce qui est important. Cela m'a semblé intéressant de raconter à une enfant les événements, ou les non-événements, d'une journée ordinaire, le 13 mai 1990, jour de sa naissance. Et de m'interroger sur la hiérarchie de l'information. A partir de quand un fait accède-t-il au statut d'événement ? C'est la question critique que devraient se poser tous les matins en se réveillant les journalistes. Parce que cela détermine la vision du monde et, ensuite, son destin.

L'originalité de votre émission l'«Hebdo» (2), c'est que les jeunes y ont la parole...

C'était un peu le manifeste de départ. Notre idée, c'est que la jeunesse est très politisée. Même si ce n'est pas dans le sens de l'engagement militant traditionnel. J'en vois un symptôme dans le succès des «Guignols» parmi eux. Cette année on a un peu radicalisé en créant, avec de jeunes étudiants, une sorte de forum où ils réagissent à l'actualité et interrogent les politiques.

C'est une partie de l'émission qui me passionne toujours, parce qu'ils ont leurs propres filtres, leurs propres modalités d'écoute, mais en même temps, ils réagissent très vite. D'autre part, ils ont une façon d'interroger les politiques qui pousse ceux-ci à sortir de leurs habitudes. C'est quelquefois un moment très difficile pour eux, mais l'émission les aide à oublier leur image habituelle et leur langue de bois. Et elle les confronte aux membres de la société civile. En ce sens, c'est une émission qui réhabilite la politique que l'on tue souvent en la séparant des autres aspects de la société. Ce qui est le cas dans les émissions où elle est son propre objet.

Ici, les politiques doivent expliquer leurs choix à des citoyens et sans médiateur. Je ne veux pas dire que c'est un exercice de démocratie directe, ce serait très prétentieux. Mais disons que les gens dont on se passe volontiers à l'«Hebdo», c'est cette classe de journalistes, de commentateurs ou d'analystes qui prétendent toujours se rendre indispensables pour nous expliquer ce qu'on vient d'écouter et nous dire ce qu'on doit penser.

Olof Palme : l'étouffoir légal

Souvenez-vous, 1986 : Olof Palme, le Premier ministre suédois est tué en plein centre de sa capitale. Il y a 10 ans. Pas seulement «souvenir». Ces 10 ans ont une autre signification que nous verrons... Arte nous l'a rappelé avant hier dans la palpitante contre-enquête de Klaus Knapp. Il n'était pas qu'un premier ministre. Il était net, cinglant, adulé, haï. Il était socialiste à la suédoise, pour le désarmement et le Tiers-monde, contre l'apartheid, le Viêt-nam, les injustices sociales. Visiblement, dans un pays clean où il faut être «tag det lugnt», lisse, il devait gêner. Qui ?

Stockolm. Nuit. Vendredi 28/2/1986. Avenue Sveavaäger. 23h19. Olof Palme sort du cinéma avec sa femme, comme tout le monde. Sans escorte. Un citoyen. Qui va rentrer chez lui à pied. Il ne sait pas qu'il a été épié, pisté, son parcours balisé par des gens à Talkies-walkies qui ne sont pas sa protection. 21h21. Olof est tiré comme un lapin. Mort. Les Suédois sont abasourdis. Aux USA, d'accord, mais pas chez eux! La presse s'interroge dans tous les sens : banditisme, affaire privée, terrorisme, vengeance politique, Pentagone, Moscou. Tout ressortit du polar dans cette minutieuse reconstitution-suspense de Knapp. Témoins contradictoires, PV non concordants, «erreurs» grossières, indices non suivis, complot, police véreuse. On a pourtant des éléments accablants qui puent la conspiration. Des flics d'extrême-droite sont impliqués nommément. Ils font partie de ces fachos de la curieuse «Ligue de base-ball» justement fondée par le chef de police Holmer. Qui couvre ses sbires. Le chargé d'enquête -elle piétine toujours officiellement- est Hans Oelvebro. Lui aussi regarde ailleurs : «Je n'ai pas à enquêter sur le comportement des policiers, mais à trouver un assassin ! dit-il. La thèse des journalistes suédois c'est : extrême-droite plus opposants (de son bord) à la politique Palme. Ils

Quelles réflexions avez-vous tirées de la crise du mois de décembre ?

C'est vrai que c'était un poste d'observation privilégié. Ce qui m'a le plus étonné, c'est un constat un peu à l'inverse, je suis désolé de le dire, de ce que le gouvernement a affirmé pendant toute la période de grèves. C'est-à-dire que les gens ne savent pas. Les gens savent très bien. Le gouvernement n'a cessé de dire qu'il allait mieux expliquer ce qu'il faisait, car les gens ne le comprenaient pas. Moi, j'ai trouvé que les gens avaient très bien compris, dès le début, ce qui se passait. Et qu'ils n'étaient pas d'accord. J'ai été impressionné par l'absence de manichéisme et de simplisme des interventions des grévistes ou de ceux qui s'opposaient à la grève. J'ai trouvé qu'ils avaient un sens assez étonnant de la complexité des choses.

Propos recueillis par Claude Polak

(1) Robert Laffont. 216 p., 116 F. 1995.
(2) Canal+, le Samedi de12h.30 à 14h.
(3) Europe 1, lundi au vendredi à 20h.



«LE JOURNAL DU SÉDUCTEUR» de Danièle Dubroux. Adapté librement du roman de Kierkegaard.

A l'encontre de son précédent film, «Borderline», plutôt du côté du délire obsessionnel, elle traite ici de la séduction sur le ton de la comédie. L'interprétation de Mathieu Amalric, en séducteur malheureux, naïf mais finaud, est un vrai bonheur. En fait, toute la distribution est épatante : Danièle Dubroux, la mère esseulée, Chiara Mastroianni, sa fille ingénue, et Melvil Poupaud, le beau ténébreux romantique. Sans oublier
Jean-Pierre Léaud, qui transporte toujours avec lui son mystère existentiel, et un psychanalyste qui nous offre quelques séances inénarrables sur le divan. **C.P**

chuchotent que la menace de démission du successeur, Ingvar Carlsson, serait liée à l'affaire. Mais, comme dit le diplomate Lidbom : «il vaudrait mieux que ce meurtre ne soit jamais élucidé». Les Suédois savent que l'époque a changé : 10 % de chômage, précarité, mondialisation... Qu'aurait fait Olof de ces 10 ans ? Ils ne l'ont pas oublié. Il a une ruelle à Stockholm. Pourquoi pas une impasse ? Un souvenir de 10 ans ? Pas seulement : 10 ans, c'est la prescription, dossier clos en automne. L'étouffoir. Toutes les pistes seront effacées par le vent du temps. L'absolution légale.

Jean Vermorel

Le mot des lecteurs

Plus offensifs

(...) Je me permets de faire quelques observations. Il y a dans «Vendredi» des mises au point pour contrecarrer les dires du gouvernement mais je pense que nos dirigeants ne les relèvent pas assez. Ces renseignements ne doivent pas être simplement internes mais doivent être aussi divulgués. Par exemple dans le numéro 271, la vraie baisse du pouvoir d'achat du Livret A (p 3), appelez un chat un chat (p 8) ; N° 272, le grand retour des plans sociaux et en particulier les bilans trafiqués (p 7), Danone ; les dépenses de santé (p 8) ; N° 273, le président s'amuse (p 2); coût de la main-d'œuvre (p 5).

Je crois qu'il faut contrecarrer tous les «satisfecits» que se décerne le gouvernement et les mauvaises ou fausses informations qu'il nous donne.

Vincent Jean Buades
31- Cugnaux

Politique et économie

Je ne suis ni philosophe, ni économiste, ni sociologue, ni... Je suis simplement un vieil homme, habitant la dernière maison d'un tout petit village, regardant le monde qui l'entoure ainsi que la société assoiffée d'argent et d'honneurs, et se demandant comment sont morts ses illusions de jeunesse et ses rêves de maquisard. Les riches ne sont pas plus intelligents que les pauvres mais ils disposent de moyens de coercition dont ils se servent outrageusement. Le principal est l'argent parce qu'il leur apporte souvent un peu plus d'instruction, toujours beaucoup de servilité de la part de leurs vassaux de la petite ou moyenne bourgeoisie et toujours le temps de réfléchir aux méthodes et moyens (voir la Fac Pasqua destinée à détrôner l'ENA comme lieu de passage obligé pour nos futures «élites») à mettre en œuvre pour maintenir leur prédominance sociale et économique. (...) L'Amérique ajuste la valeur de sa monnaie aux conditions du marché afin de maîtriser l'économie mondiale. Les principaux possédant américains, européens et japonais installent ou font installer les moyens de production dans des pays «sous-développés» et tirent à vil prix des matières premières et des aliments des pays d'un quart monde misérable et affamé. Certes le niveau de vie des masses populaires européennes s'est amélioré mais ce n'est dû qu'aux progrès réalisés. L'écart s'accentue toujours entre les très riches et les pauvres. Pourquoi nous sommes-nous battus pendant un demi-siècle ? Que serions-nous devenus si nous n'avions pas essayé d'améliorer notre sort ? Nos ancêtres se sont révoltés en 1789 contre une hiérarchie sociale et économique moins écartelée que la nôtre. L'histoire nous apprend, pour peu qu'on veuille réfléchir, que les classes dirigeantes ont repris rapidement au peuple ce que ce dernier a réussi à arracher à l'issue de combats toujours très durs et parfois sanglants. L'homme étant le seul être domestiqué qui n'a pas été sélectionné, les luttes sociales sont loin d'être terminées. N'oublions pas que l'ordinateur devient, entre les mains de nos nouveaux seigneurs, un formidable outil pour asservir le peuple. Allons, courage. Ne baissons pas les bras.

Georges Defrain
88-Senaide

Marre du consensus mou

Commençons par le positif : «Vendredi» est devenu un magazine bien fait, bien mis en page, très informatif, bref monté d'un cran par rapport au bulletin paroissial socialiste qu'il a été longtemps. Une double page comme celle de la «Mondialisation en chiffres» donne les moyens objectifs de réfléchir avant d'épouser les analyses et prises de position émises par des personnalités diverses. (...) J'attends que l'on me dise haut et fort : que Le Pen est un fasciste et que l'urgence est de l'abattre politiquement. Corollaire : marre du consensus mou qui consiste à dire que ses électeurs ne sont pas des fascistes et qu'il faut les comprendre. Il faut surtout leur expliquer pourquoi ils sont des fascistes, cousins des 80 % de Français qui se sont couchés devant Hitler, par Pétain et Laval interposés. Qu'on n'est plus en démocratie quand un patron peut gagner un million lourd par mois en jetant à la rue une partie de ses salariés au prétexte de la rentabilité, alors que l'établissement trouve normal qu'il perde 30 ou 40 milliards payés par les contribuables, et laisse en plus fructifier son pognon aux îles Caïman ou au Lichtenstein. Non seulement la plupart des grands patrons ne se rendent plus compte qu'ils sont des crapules, mais de plus ce sont bien souvent des incapables surdiplômés, qui n'ont même pas compris que la productivité sera grotesquement obsolète le jour où ils auront réduit leurs clients potentiels à la misère, ce qu'ils s'emploient à faire avec une belle constance, et avec l'aval total du deuxième septennat de Mitterrand. Les socialistes, eux, étaient tellement occupés à s'entretuer que les problèmes de société ne les préoccupaient guère. Il semble, tout au moins, que ça s'améliore ces temps-ci, que Jospin est un honnête homme et que Martine Aubry aille au charbon à Lille. Mais bon dieu, un peu de hargne serait salutaire, non ? (...) Comme dit l'autre, ça va mieux en le disant, et je peux vous assurer que mes propos que vous trouverez peut-être outranciers sont le reflet d'une grande impatience des militants de base.

Serge Fayol
22- Lannion

Réaction de Lionel Jospin, le 23 février, à l'intervention télévisée de Jacques Chirac sur les problèmes de défense.

Non-dits

Je suis surpris de ne pas voir le président de la République analyser, décrire, les menaces en fonction desquelles il entendait fixer les missions et les moyens, et l'organisation de nos armées.

Je suis étonné que le terme de Défense nationale n'ait pas été employé pour la défense de notre territoire ; seule la dissuasion nucléaire est évoquée. Comme si nos forces conventionnelles n'étaient pas destinées d'abord à défendre notre territoire, comme si les missions essentielles de nos armées étaient de se projeter sur des théâtres extérieurs dans une logique de "corps expéditionnaire".

Rien non plus sur la Défense européenne. Comment avoir une industrie d'armement européenne sans défense européenne ?

L'OTAN n'est pas mentionnée. Pourtant, des annonces ont été faites sur notre réintégration progressive. Le président de la République s'est exprimé sur ces sujets aux Etats-Unis. Pourquoi n'en parle-t-il pas aux Français ?
La logique de cette réorganisation ne serait-elle pas justement celle de l'OTAN ? Ne serait-ce pas l'OTAN qui nous dira où projeter nos forces ? A quels conflits veut-on nous préparer ? On nous dit également que la réorganisation proposée va permettre des économies alors qu'on nous annonce le maintien de tous les grands programmes. Est-ce crédible ?

Privatisation

Qui entrera dans le capital de Thomson, que le gouvernement veut privatiser ? Le rapprochement Aérospatiale/Dassault ne signifie-t-il pas aussi la privatisation ? L'industrie d'armement doit être contrôlée par l'État, c'est une question de souveraineté.

Restructurations

Les restructurations dans l'industrie d'armement risquent d'entraîner des suppressions d'emplois. A ceci s'ajoutent les suppressions de régiments (au moins 43 selon Jacques Chirac). Le président de la République a dit qu'il "donnait toutes les garanties", qu'il s'en occuperait personnellement. On peut logiquement être inquiet quand on se souvient qu'en 1991 Jacques Chirac déclarait vouloir porter le budget militaire à 4,5 % du PIB. On est en dessous de 3 %. Le président a peut-être rassuré Tulle et la Corrèze, et encore ce n'est pas certain. Il n'a, en tout cas, pas rassuré la France.

Service national

La conscription, en France, date de la Révolution française. L'armée est un facteur d'intégration. Ce débat doit avoir lieu dans le pays. Une courte armée professionnelle, oui, mais ne faut-il pas aussi des volontaires au service long ? Ne faut-il pas organiser notre armée de façon telle qu'elle puisse encadrer des hommes beaucoup plus nombreux issus des réserves ou de la conscription en cas de menace pour le territoire national ?



La question du service civil est encore une autre question. Il ne peut à mon sens se justifier que si c'est une autre forme, plus restreinte et différente du service militaire. Sinon, il sera difficile de l'imposer aux jeunes.